

2017, une défaite pourquoi faire ?

Le congrès qui vient se tiendra dans un contexte politique de tension. Une tension toute légitime puisque depuis 2012, notre camp social tout entier n'a connu que des échecs sans trouver jusqu'ici les solutions pour faire face. Une tension toute légitime également puisque nous serons à moins d'un an de l'élection présidentielle de 2017 qui s'annonce déjà comme compliqué pour notre camps et tout particulièrement pour les communistes. Aucune perspective n'apparaît en effet naturelle ou ne semble remporter l'adhésion majoritaire des camarades. Entre les velléités personnelles d'un Jean-Luc Mélenchon qui s'engage tambour battant dans une campagne solitaire et mégalomane, la perspective d'une primaire de la gauche, à laquelle se pose la question de la participation de François Hollande "à certaines conditions", ou encore la volonté d'une partie des camarades de proposer coûte que coûte une candidature communiste, une chose est claire: rien n'est clair.

Oui mais voilà, et autant le dire d'emblé, **le ou la président(e) de la République qui sera désigné par ce scrutin ne sera pas un candidat communiste ou soutenu par lui durant la campagne électorale.** Aucun scénario ne peut le laisser croire. Il apparaît que face aux injonctions récurrentes et permanentes à la responsabilité, il est indispensable de poser ce constat préalablement au reste. Dire ou suggérer l'inverse serait une folie politique qui n'aurait pas d'autres conséquences que de nourrir les désillusions et les déceptions de demain.

Mais ce constat n'en est pas vraiment un. Il n'en est même pas un du tout. Est-ce que notre absence de perspectives de victoires, doit s'imposer à nous comme l'absence de perspectives tout court? Doit-on se résoudre à une posture attentiste face à un combat de chefs dont l'issue, dans les faits, ne nous appartiendrait pas? Non assurément, bien sûr que non! **Mais c'est le rapport à cette élection que nous devons interroger, et travers cela notre stratégie de conquête du pouvoir tout entière.**

L'élection de 2012 doit nous donner quelques éléments de réflexion sur le sujet. La campagne de "L'humain d'abord" a été par biens des aspects une campagne marquante. D'abord puisqu'elle a permis de retrouver une dynamique que le Parti semblait avoir perdu (tout le monde a en tête les meetings de la Bastille à Paris, ou du Prado à Marseille, ou bien d'autres encore...). Elle a également permis aux militants de pouvoir s'approprier un programme politique précis, vendu partout en France à 400 000 exemplaires. Enfin et surtout, elle a également permis à des citoyens n'ayant pas ou peu connu d'engagement politique de pouvoir trouver leur place dans notre campagne. Au soir du second tour nous pouvions nous gargariser d'avoir vraisemblablement joué un rôle déterminant dans la défaite du sarkozisme. Durant les premiers mois (sans doute trop long au goût de certain-e-s camarades), nous avons sommé François Hollande de tenir compte de 4 millions de voix qui s'étaient portées sur notre candidature à la présidentielle... en vain. **Aucune (aucune !) action politique de ce gouvernement que nous avons contribué à faire élire ne pourrait être interprété comme étant le fruit du rapport de force que nous pensions entretenir initialement avec ce lui, fort de nos 4 millions d'électeurs.** Et de la dynamique de s'écrouler à mesure du grandissement de nos désillusions stratégiques de l'époque.

Il apparaît qu'il faille en tirer ainsi deux enseignements: d'une part, il y a une attente populaire autour d'un projet communiste, et beaucoup d'anonymes, néophytes dans leur engagement politique sont entièrement disposés à nous faire confiance pour le peu qu'on se donne la peine d'un peu d'ambition dans notre projet. Néanmoins, ils seront prompts à abandonner leur engagement à nos côtés si les espoirs que l'on a suscités sont déçus par la suite.

Par ailleurs, peu importe comment, les projets qui sont battus à l'élection ne seront pas portés sur l'agenda politique. **Notre score de 1,93% en 2007 n'aura ni plus ni moins influencé la politique gouvernementale que notre score de 11,11% en 2012.**

Alors, comme dirait l'autre: "Que faire?"

Une fois pris acte d'un côté du double constat qui consiste à dire que nous ne pouvons pas remporter le scrutin présidentiel, et donc condamnés à ne pas être en mesure de dicter quoi que ce soit sur les politiques publiques de demain par notre campagne mais également pris acte d'un autre côté que nous gardons, malgré ce qu'on essaye de nous faire croire en permanence, de très grandes capacités de mobilisation populaire, nous voilà face à des enjeux extrêmement forts.

Malgré ce sentiment apparent d'impuissance, il convient donc d'affirmer paradoxalement la nécessité d'avoir confiance en nos propres capacités de mobilisation. Soulignons à ce titre qu'aucune autre formation politique n'est capable de faire la démonstration de force que fait le PCF tous les ans à la Fête de l'Humanité. Aucune. Nous n'avons besoin de l'autorisation de personne, nous avons les capacités d'être à l'initiative puis de rallier à nous les autres formations politiques sur nos projets. L'exemple de la "primaire de gauche" est à cet égard symptomatique du manque de confiance en nous-même qui est actuellement le notre. **Dans l'impasse d'une élection damnée pour le PCF, nous n'avons été qu'en attente de propositions alternatives.** Une proposition qui entant promouvoir la participation du plus grand nombre mais qui est paradoxalement elle-même issue des discussions confidentielles, parisiennes et élitistes. Une proposition qui pourtant n'est pas sans laisser planer un certain scepticisme. Les électeurs (comme les non-électeurs, d'ailleurs) attendent-ils véritablement quelque chose en ce sens? A l'heure où l'abstention crève tous les plafonds, il est peut probable que cet exercice reçoive un large intérêt populaire. La désillusion de "l'alternance" pourrait bien en effet gripper l'enthousiasme qu'avaient rencontré les socialistes lors de ce même exercice en 2012. Mais il y a plus important. Les primaires, de part ce qu'elles représentent sont un exercice susceptible de ne s'adresser qu'aux électeurs, c'est-à-dire à ceux qui se projettent dans ce scrutin et qui voudraient en choisir les modalités ou les personnages clefs. Or à regarder l'abstention, et à la composition sociale des abstentionnistes, si l'élection présidentielle, a défaut de nous ouvrir de sérieuses perspectives de conquête du pouvoir revêt ne serait-ce qu'un peu d'intérêt populaire, **c'est précisément à l'abstentionnisme ouvrier que nous devons nous adresser.** Nous devons avec honnêteté, emmener avec nous tous ces gens qui ne croient plus et qui n'espèrent plus. Ils n'attendent ni la primaire ni la gauche. Il faut travailler avec eux de nouvelles façons d'impliquer les individus dans la politique et de réfléchir avec eux à de nouveaux mots d'ordres. Il serait faux d'affirmer, contrairement à ce que l'on entend parfois, qu'au fond droite et gauche ne représentent plus rien. Osons néanmoins le constat que **beaucoup n'attendent plus grand-chose de ces clivages-là**, à la lumière notamment de la confusion entretenu par les socialistes depuis le début du quinquennat. **Il faut travailler à repenser collectivement notre manière de mobiliser, de réfléchir, de créer et d'inventer, de rêver et de faire de la politique.**

Nous ne pouvons plus nous permettre de nous enfermer dans des logiques de petites boutiques tout en travaillant nous-même à notre propre isolement. Nous devons avoir confiance et oser aller de l'avant. N'attendons plus que l'on requière notre parole pour la donner. Faisons de notre nombre notre atout et notre force pour mobiliser et convaincre d'avantage sur nos projets. Ce n'est pas la gauche qui est à réinventer, c'est la politique tout entière. **Ensemble, il faut créer le monde !**